

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 20 septembre 1985

La séance est ouverte à 11 heures.

[Traduction]

● (1105)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 22 DU RÈGLEMENT

[Français]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES MESURES PROPOSÉES PAR LE GOUVERNEMENT
PROGRESSISTE CONSERVATEUR—L'IMPACT SUR LES FAMILLES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, j'ai trouvé scandaleux le geste posé hier par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. C'est lui qui est supposé défendre les familles avec enfants.

Monsieur le Président, le gouvernement ne se contente plus de réduire le revenu de familles avec enfants, il lui faut en plus empêcher l'opposition et la population de dire la vérité dans ce débat. C'est pourquoi le ministre de l'injustice sociale a décidé d'imposer une motion de clôture dans le débat de deuxième lecture du projet de loi de désindexation des allocations familiales.

Monsieur le Président, je comprends de plus en plus pourquoi le ministre se fait appeler le ministre de l'injustice sociale, et c'est un surnom qu'il mérite entièrement. Il est extrêmement malheureux de voir le gouvernement Mulroney s'attaquer avec empressement au revenu des familles pauvres et de la classe moyenne et avec quelle lenteur il essaie timidement d'imposer un impôt minimum sur le revenu des plus riches qui réussissent à ne payer aucun sou d'impôt.

Monsieur le Président, j'ai ici une lettre adressée au premier ministre en provenance de la Confédération des organismes familiaux du Québec, dont je cite un extrait:

Où se situe la cohérence de votre approche, monsieur le premier ministre? D'un côté vous dites avoir de la considération pour les familles, de l'autre vous attaquez les seules, petites et maigres mesures qui existent pour elles. Les familles se questionnent!

Monsieur le Président, du 7 au 13 octobre, pour la première fois . . .

M. le Président: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est écoulé.

LES CATASTROPHES

LE SÉISME QUI A FRAPPÉ LE MEXIQUE—L'AIDE NÉCESSAIRE

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, les Canadiens veulent non seulement exprimer leur compassion mais offrir aussi une aide concrète à la population du Mexique suite aux ravages causés par le séisme d'hier. La population et le gouvernement du Mexique font face à d'énormes problèmes. Les victimes du séisme ont besoin de soins médicaux. Un service des eaux et des égouts doit être mis en place de toute urgence pour empêcher les épidémies de se propager. Il faut loger les gens dont les maisons ont été détruites. Il faut également distribuer des vivres.

Le gouvernement doit se montrer humanitaire et agir rapidement. En collaboration avec les agences reconnues de secours, notre gouvernement devrait annoncer immédiatement un programme par lequel il s'engagerait à faire une contribution égale à tous les dons reçus des particuliers. Notre gouvernement devrait également aider le gouvernement mexicain à réparer les voies de communication et de transport ainsi que les canalisations d'eau et d'égout.

Le Canada devrait également présenter de vives instances au Fonds monétaire international pour qu'il revienne sur sa décision inopportune d'hier d'annuler des prêts de 450 millions consentis au Mexique. Je recommande instamment au gouvernement canadien d'annoncer immédiatement des projets en vue d'élaborer un programme détaillé et généreux pour venir en aide à la population du Mexique.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

L'ADMINISTRATION

LES RÉALISATIONS DU GOUVERNEMENT

M. Gilles Bernier (Beauce): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur peut compter sur la collaboration de plusieurs groupements pour améliorer le sort des Canadiens, des Québécois et des Beaucerons que je représente avec fierté.

Depuis notre arrivée au pouvoir, notre gouvernement est à l'écoute des gens et je voudrais, monsieur le Président, pour confirmer mes avancés, mentionner que 67 p. 100 des gens d'affaires du Québec se disent satisfaits du gouvernement Mulroney qui dirige le pays. Ce sont les gens d'affaires de tous le pays, monsieur le Président, qui sont nos principaux partenaires pour la création d'emplois.